

UN MONDE SANS WALL STREET ?

LIVRE DE FRANÇOIS MORIN,
PROF DE SCIENCES ÉCO À L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE
ET ANCIEN MEMBRE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA BANQUE DE FRANCE - EDITIONS DU SEUIL. 2011

Vitullo Maurizio

Introduction

En ces temps de crise et d'austérité, de nombreux citoyens oscillent entre deux sentiments, balancés entre l'indignation et la résignation. L'indignation et l'écœurement devant l'injustice des sacrifices imposés aux populations. La résignation et l'impuissance face à une mondialisation sans contrôle et des gouvernements soumis aux dictats des marchés. Nous devons changer radicalement les règles du monde mais nous nous pensons incapables de relever ce défi. Tel est le piège qui nous enferme et rétrécit l'horizon des possibles. Des voix s'élèvent, dénoncent cette situation de marasme démocratique et appellent à un véritable sursaut citoyen. Les Stéphane Hessel, Edgar Morin, Jacques Généreux, Paul Jorion, Joseph Stiglitz ou le collectif des économistes atterrés... nous offrent non seulement des clés d'analyse et de compréhension sur la crise mais aussi et surtout dégagent des pistes concrètes de sortie de crise et de transformation démocratique de la société.

L'ouvrage de François Morin « un monde sans Wall Street » poursuit cet objectif. Il constitue un espoir pour toutes les forces sociales progressistes. Il permet de penser et construire au quotidien une société fondée sur la justice sociale et l'égalité citoyenne. Cette prise de conscience de l'action politique et sociale passe par une réappropriation démocratique et citoyenne des questions économiques. Le Cepag entend porter ce débat dans ces formations et ses rencontres citoyennes. « Un monde sans Wall Street » nous servira de fil rouge pour travailler à l'émergence d'un « monde plus solidaire et démocratique ».

Le constat

Depuis le déclenchement de la crise financière, les citoyens ont le sentiment d'être pris dans une toile d'araignée formée par une multitude de crises entrelacées. Crise financière, crise bancaire, crise étatique, crise de la zone euro, crise économique, crise politique, crise climatique, le monde est aujourd'hui à une bifurcation importante. Nous arrivons au bout de la logique du système économique libéral, mondialisée. Soit nous changeons radicalement de paradigme, démocratiquement, soit nous persévérons dans le productivisme mercantiliste au risque de sombrer dans le chaos total.

L'économie est aujourd'hui dominée par la surpuissance de la finance globalisée, dont l'instabilité structurelle provoque des crises à répétition. Lors de la dernière crise financière (2007), les Etats se sont lourdement endettés pour sauver les grandes banques de la faillite. Aujourd'hui, les Etats n'ont plus de marges budgétaires pour faire face à une nouvelle crise à venir. De nombreux pays comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie sont pris dans la spirale de l'endettement. En plein marasme économique, des bulles spéculatives se forment à nouveau devant nos yeux. La spéculation n'a ni foi ni loi. Les spéculateurs attaquent maintenant les pays qui se sont endettés pour sauver les banquiers de la débâcle. Ils s'engouffrent cyniquement dans la bulle des produits dérivés dont celles de CDS (crédit default swap) sur emprunts publics.

Les places financières et boursières ne remplissent plus leur fonction première de financer l'économie, obsédées qu'elles sont par la spéculation.

Ces places financières ont imposé une norme de rentabilité financière au monde des entreprises. Dès les années 90, apparaît « la création de valeur pour les actionnaires » (valeur actionnariale). Le monde est aujourd'hui au bord d'une catastrophe. Comment éviter le pire ? Sortir radicalement de la logique de la finance globalisée en pensant un monde sans « Wall Street », sans la main mise de la finance sur l'économie.

→ Changer de paradigme : extirper l'économie de marché de la sphère financière. La libéralisation des taux de change et des taux d'intérêt (début des années 70) a engendré une extension de la spéculation et des produits financiers dérivés. Une mesure de sortie de crise est d'interdire les marchés de produits dérivés.

Pourquoi la crise dure ?

Depuis 2007, malgré les plans de sauvetage, les mesures de relance, les politiques d'austérité, la crise s'approfondit et de perdure. Dans de nombreux pays, la situation devient explosive. Pourquoi cette impuissance? Parce que les solutions prônées sont inefficaces et ne transforment pas les causes profondes. Très vite, dès l'effondrement du système bancaire et financier, de nombreux analystes ont pointé la prise de risque excessif des banques, le rôle des paradis fiscaux et le surendettement des Etats. Ces explications sont insuffisantes, elles oublient l'essentiel :

1. La globalisation des marchés monétaires et financiers (interconnectivité mondiale)
2. La dématérialisation complète des opérations
3. Le développement de la spéculation à l'échelle mondiale

Toutes ces causes provoquent une instabilité de l'économie globale. Instabilité monétaire via la libéralisation complète des marchés monétaires et financiers (taux de change et taux d'intérêt). Instabilité économique via l'imposition des taux de rentabilité de 15% de retour sur investissement (valeur actionnariale attendue par les fonds spéculatifs comme les fonds de pension par capitalisation)

Surpuissance de la finance globale et hypertrophie des transactions des produits dérivés

Les grandes banques sont devenues surpuissantes notamment grâce au développement des marchés des produits structurés dont les produits dérivés. Ces marchés font l'objet d'enjeux spéculatifs extrêmement destructeurs dont les impacts sont démultipliés par les effets de levier).

Un déséquilibre au cœur des transactions interbancaires. Sur les marchés monétaires, seulement 1.6% des échanges concernent l'économie réelle. L'essentiel des échanges concerne des opérations de couverture contre les variations des prix (volatilité). Ce sont les produits dérivés mis sur les marchés pour se protéger des variations des taux de change (30% des échanges), des taux d'intérêt (66% des échanges) et dans une moindre mesure des prix des matières premières.

Or ces produits de couverture font l'objet d'une grande attention des fonds spéculatifs détenus par les grandes banques. Le tout dans la plus grande opacité comptable. Toutes ces opérations spéculatives n'apparaissent pas dans le bilan des banques mais sont recensées « hors-bilan » ou logées dans des paradis fiscaux.

Les solutions du G20 ont pour seul objectif de mieux encadrer les produits dérivés sans jamais remettre en cause les mouvements spéculatifs et surtout sans toucher à la double libéralisation des taux de change (début '70) et d'intérêt (début '80) et au développement considérable d'un marché de couverture des risques (aux mains des spéculateurs)(début '90). Ces produits dérivés sont dangereux et totalement incontrôlables.

Puissance des plus grandes banques

Le pouvoir des plus grandes banques (oligopole constitué) est devenu considérable grâce au contrôle du marché des SWAP (contrats qui permettent d'échanger un taux variable contre un taux fixe, appelé taux SWAP) et au contrôle des puissants fonds d'investissement pour le compte de tiers. Or ce sont ces fonds qui soumettent les entreprises à des taux de rentabilité à 2 chiffres afin de rémunérer les actionnaires.

Parmi les 45 000 banques qui opèrent dans le monde, une trentaine sont en capacité d'influencer la finance globalisée ou/et de provoquer des déséquilibres/déstabilisations au cas de prise de risques excessifs. Ce sont les banques dites systémiques. On peut citer Goldman Sachs, Barclays, UBS, BNP Paribas et ING. En décembre 2008, le total des bilans des 10 plus grandes banques représentait l'équivalent de l'endettement public mondial (35.5 trillions de \$). Ebranlées par la crise, ces banques ont vite repris vigueur et réussissent à nouveau à imposer leurs visions.

Au fondement de la crise : les exigences insensées de la valeur actionnariale

A côté de la spéculation sur les produits dérivés, la « création de la valeur pour les actionnaires » est le second foyer infectieux qui ronge et déstabilise l'économie. Le rôle joué par les fonds de pension est centrale. En recherchant les couples rentabilité-risque les plus élevés possible, les gestionnaires de fonds vont investir dans les entreprises cotées en bourse, devenir pour un temps les principaux actionnaires, et imposer une norme de « valeur actionnariale ». Par cette norme, ces gestionnaires/actionnaires se permettent d'extraire une valeur (survaleur) qui va au-delà du profit considéré comme normal dont la rentabilité sur investissement est fixée à 15% voire à 25%. Cette norme financière implique une véritable gestion de prédation de la richesse produite. Cette obligation de résultat imposée (hors contrainte) passe par une nouvelle gouvernance financière d'entreprise dont les axes principaux sont :

1. Introduction des stock-options
2. introduction du critère financier EVA (Economic Value Added) = création de valeur actionnariale par une politique de hausse de l'endettement de l'entreprise.
3. Recours à la technique de « relation » du capital = réduire le nombre d'actions pour permettre de verser, pour un même bénéfice, des dividendes plus élevés aux actionnaires

4. Rationalisation et réduction du nombre d'activités = opérations de cession et scission afin d'isoler et de coter, dans des structures juridiques distinctes, les différentes activités de l'entreprise
5. Une politique d'investissement qui transfère les risques sur des acteurs extérieurs = sous-traitance, externalisation des tâches, développement de réseaux de firmes...

L'onde de choc sur le monde du travail

L'emprise de la finance sur le monde du travail a des effets dévastateurs sur les relations de travail, sur le marché du travail et sur l'organisation du travail :

1. Flexibilité, adaptabilité de la force de travail, just in time
2. Délocalisation
3. Salaire réduit à une simple variable d'ajustement
4. Chantage à l'emploi
5. Management de qualité, management par le stress, par objectif...
6. Externalisation, mise en concurrence intra/extra
7. Accaparement de la valeur ajoutée par les actionnaires au détriment des salariés

De la sorte, les investisseurs/gestionnaires, obsédés par le taux de rentabilité, n'assument plus le risque lié à l'activité et transfèrent les risques sur les salariés. Les conditions de travail se sont fortement détériorées. L'augmentation de la charge psychosociale allant de pair avec l'individualisation des relations professionnelles et l'intensification du travail et accroissement de la pénibilité

La déformation de la valeur ajoutée

Le recul de la part des salaires dans la valeur ajoutée est un phénomène structurel qui s'observe sur la période 1970-2010 dans tous les pays riches de l'OCDE. Deux explications à l'augmentation des profits et à la diminution des salaires (appelé ici déformation de la valeur ajoutée):

1. Pratique de délocalisation et de chantage à l'emploi des employeurs
2. Perte de pouvoir de négociation des salariés au sein des pays riches

L'objectif poursuivi par l'entreprise capitaliste est de renforcer les gains de productivité au détriment des salaires et des investissements. Sur base d'une moyenne, en prenant les USA, Japon, Allemagne, France et Angleterre, la chute de la part des salaires est de 10.5% depuis 1970. A partir des années 70, la libéralisation de la sphère financière a accru les activités spéculatives. Les profits augmentent plus vite que les salaires.

A partir des années 90, apparaissent les exigences de rentabilité actionnariale. Résultat : accroissement sans précédent des taux de rentabilité et des profits actionnariaux et accroissement explosif des inégalités sociales et des déséquilibres internationaux. Les chiffres sont indécents : 95 000 personnes disposent d'un patrimoine de 13 000 milliards de \$ (1/4 de la richesse mondiale produite en 2006) (*où est l'argent ? dans la poche de ces 95 000 personnes*)

L'onde de choc sur l'environnement

Pour dégager des taux de rentabilité aussi élevés, il faut un espace économique de libre-échange sans entrave. Les seules contraintes écologiques acceptables pour les grandes entreprises sont celles qui sont compatibles avec le libre-échange. Exemple le « marché des droits à polluer ».

L'onde de choc sur l'action politique

La finance globalisée a donné à l'oligarchie bancaire une surpuissance qui domine largement les gouvernements nationaux. Cette oligarchie a réussi rapidement et avec une grande facilité à transformer l'endettement privé des banques (crise des subprimes et produits toxiques) en endettement public ! Prisonniers de l'accroissement du déficit public, les Etats, soumis aux agences de notation et aux marchés financiers élaborent des plans d'austérité et s'endettent, à nouveau sur les marchés financiers qui sont également en position de sanctionner ces mêmes Etats. Le piège financier se referme à nouveau sur les Etats.

Accélération foudroyante de la dette publique

La crise financière est payée par les budgets publics. Le redressement des finances publiques plongera les pays dans des politiques d'austérité et de la violence sociale. L'austérité peut rapidement conduire le monde à un nouvel effondrement généralisé...

Fin 2010, l'endettement public mondial tourne autour 41 000 milliards de \$. Entre 2007 et 2010, la dette publique a augmenté de 47% soit 100 fois le coût du plan Marshall (en valeur ajustée) lancé par les USA après guerre.

Comment sortir de la spirale de l'endettement et résorber les déficits ?

Plusieurs options possibles :

1. Récusation totale de la dette par un ou plusieurs pays. Option radicale aux effets imprévisibles
2. Restructurer l'endettement. Option plus réalisable mais écartée par les pays riches (cf Grèce)
3. Un retour de l'inflation. Peu orthodoxe pour la doctrine en vigueur
4. Retour de la croissance. Grand classique. La croissance reste très faible et dans l'état actuel incapable de redresser les finances publiques
5. Augmenter l'impôt et couper dans les dépenses publiques. Autre grand classique. C'est la voie empruntée par les gouvernements des pays riches.

Toutes ces (pseudo)solutions nous mènent dans l'impasse et renforcent la dépendance des Etats vis-à-vis des marchés financiers et de l'oligarchie bancaire.

Pour François Morin, il faut impérativement éradiquer la spéculation internationale et casser le pouvoir des banques.

En 2009, les grandes banques renouent avec les profits et se refont rapidement une santé. Sans attendre, elles reprennent leurs activités de marché et spéculent sur la volatilité des taux de change. Une offensive spéculative de grande ampleur est lancée sur l'Euros (exemple de la Grèce)

basée sur les difficultés d'obtenir du financement sur les marchés financiers et sur la formation des produits financiers de couverture des risques (les fameux CDS).

La bourse : propagateur de l'onde de choc

Depuis que les marchés financiers sont devenus globaux, les places financières (les bourses) ne remplissent plus le rôle de financement des entreprises. La fonction réelle est de transmettre au monde économique (aux investisseurs et dirigeants d'entreprises) la norme financière de rentabilité et un catalogue de produits et de services financiers comme les produits dérivés opaques à l'origine de l'instabilité financière et de la spéculation sur les marchés (les CDS).

Pour une sortie du capitalisme : un monde sans Wall Street

Le défi est de taille. Réinventer une nouvelle utopie qui vise à une transformation radicale du monde.

Les pistes/objectifs de réflexion sont nombreuses. Repenser la régulation de l'économie et le partage équitable des richesses. Sur le plan environnemental, mettre un terme au gaspillage des ressources naturelles et à l'agriculture industrielle. Au niveau macro-économique, de nouvelles règles sur la formation des taux d'intérêt et de change doivent être élaborées et une monnaie internationale conçue comme un bien commun de l'humanité doit voir le jour. Les places financières spéculatives doivent être abolies et le droit de propriété dans les sociétés de capitaux totalement reconsidéré. C'est un véritable changement de paradigme.

Pour engager cette transformation, nous devons rompre avec la pensée économique libérale et mettre à jour son fondamentalisme dévastateur. Mais rompre avec l'économisme ambiant, c'est changer de paradigme économique et dénoncer l'hégémonie de la discipline économique sur la société. Il s'agit de repenser une nouvelle « science économique » ouverte sur la société et au service du bien commun.

Un autre monde est à construire. Ses fondations reposent sur une série de biens communs de l'humanité (mers, air, eau, diversité biologique...) en y compris la monnaie. Pour cela, nous devons construire des liens entre tous les acteurs porteurs d'alternatives ; les travailleurs, les paysans, les militants écologistes, les mouvements sociaux, les intellectuels... Ensemble, nous devons :

1. Repenser radicalement la gestion des risques. Nous ne pouvons plus nous limiter à la mesure du risque et de sa probabilité mais surtout d'évaluer les dégâts qui seraient occasionnés.

Si le système économique implique des risques, il doit nous seulement être régulés mais aussi soumis au contrôle social. Or dans la sphère financière, le risque échappe aux gouvernements. Ce sont les marchés eux-mêmes qui entendent mutualiser les risques par le biais des assurances, c'est-à-dire des fameux produits dérivés. Pire les Etats sont soumis à la spéculation lorsqu'ils cherchent à se financer sur les marchés financiers. Les investisseurs se protègent du risque de défaut de paiement par des assurances dont la prime de risque (sujette à la spéculation) servira de référence pour fixer le taux d'intérêt de l'emprunt. Logique infernale que plus personne, ni aucune institution ne peut contrôler.

2. Constituer rapidement un gouvernement mondial sur la monnaie, la fiscalité et l'environnement.

- a. Remplacer les institutions existantes (FMI, OIT, BM...) par des institutions démocratiques regroupées au sein d'un gouvernement mondial.
 - b. S'inspirer du principe normatif de l'OIT. Les normes financières ne fixent plus le cadre général. « Les normes financières sont des instruments alors que les normes sociales sont des objectifs »
 - c. Réformer le système monétaire international notamment par la création d'une monnaie internationale consacrée comme un bien commun de l'humanité. Cette mesure permettra de casser la spéculation financière à la racine et de faire disparaître les taux de change flottants et donc les produits dérivés basés sur les taux d'intérêts et les emprunts d'Etats (CDS)
3. Exiger l'avènement d'une fiscalité internationale. Gouvernement mondiale et monnaie internationale sont indispensables pour mettre en œuvre une fiscalité internationale :
- a. Abolition des paradis fiscaux
 - b. Abolition de la dette des pays pauvres
 - c. Taxation des transactions financières
6. Relever les défis environnementaux. Les défis de l'énergie et du changement climatique imposent une mutation de nos sociétés. Il faut éliminer le système mis en place d'attribution des quotas par le marché des quotas et mettre en œuvre une taxe carbone portant sur l'ensemble des échanges de biens et services.
7. Création de pôles financiers publics et réhabilitation des services publics. Ces pôles sont indispensables pour financer les secteurs vitaux et promouvoir la finance solidaire, le commerce équitable et le développement des énergies renouvelables. Il ne s'agit pas de nationaliser tout le crédit ou toutes les banques mais d'avoir une maîtrise démocratique sur l'économie et surtout sur le financement des infrastructures énergétiques.

